

VILLE DE ROYAN



SERVICE COMPTABILITÉ

N.REF : JJG/CB
DC N° 13.203

DECISION

***Concernant l'ouverture d'une ligne de trésorerie
auprès de la Société Générale***

=°=°=°=°=

Le Député-Maire de la Ville de ROYAN,

. Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2011, intervenue pour l'application des articles L 2122.22 et L 2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 28 septembre 2011 compte-tenu de l'accomplissement des formalités légales,

. Vu l'arrêté ASG N°11/1712 en date du 29 septembre 2011, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Bernard GIRAUD, Premier Adjoint au Maire, rendu exécutoire le 30 septembre 2011 compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

. Vu la délibération en date du 26 septembre 2011 (N°11/132) déposée à la Sous-Préfecture de ROCHEFORT le 28 septembre 2011 donnant délégation à Monsieur le Député-Maire pour la réalisation des lignes de trésorerie sur la base de 2 000 000 € maximum par an,

. Afin de faciliter la trésorerie de la Ville de ROYAN à titre ponctuel et pour de courtes périodes, il convient d'ouvrir une ligne de trésorerie pour l'exercice 2013.

. Suite à une consultation auprès de différents organismes bancaires, la proposition de la SOCIETE GENERALE a été retenue.

Les conditions de cette ouverture de ligne de trésorerie seraient :

- Ø Plafond : 2 000 000 € avec taux multi-index,
au choix EURIBOR 1 semaine + 1,90 % ou
EURIBOR 2 semaines + 1,90 % ou
EURIBOR 3 semaines + 1,90 % ou
EURIBOR 1 mois + 1,90 %

DECIDE

ARTICLE 1^{er} – De contracter auprès de la Société Générale, une ligne de trésorerie ayant les caractéristiques suivantes :

- Ø Plafond : 2 000 000 €
- Ø Durée : 1 An
- Ø Tirage et Remboursements : Effectués au gré des besoins de l'emprunteur.
Le montant minimum d'un tirage est de 100 000 euros.
- Ø Index : EURIBOR 1 Semaine, ou EURIBOR 2 Semaines, ou EURIBOR 3 Semaines, ou EURIBOR 1 mois.
Pour information :
EURIBOR 1 semaine : 0,084 %
EURIBOR 2 semaines : 0,093 %
EURIBOR 3 semaines : 0,103 %
EURIBOR 1 mois : 0,119 %
(valeur au 09/04/2013)
- Ø Marges :
EURIBOR 1 semaine + 1,90 %
EURIBOR 2 semaines + 1,90 %
EURIBOR 3 semaines + 1,90 %
EURIBOR 1 mois + 1,90 %
- Ø Frais de dossier : Néant
- Ø Commission de confirmation : 0,30 % (payable trimestriellement d'avance)
- Ø Base de calcul des intérêts : 360 jours
- Ø Forfait de gestion : 2 000 €
- Ø Frais de virement : Néant

ARTICLE 2 – D'autoriser Monsieur le Député-Maire, à signer la convention pour l'ouverture d'une ligne de trésorerie à conclure entre la Ville de ROYAN et la SOCIETE GENERALE pour l'exercice 2013.

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 15 avril 2013

Fait à ROYAN, le 09 avril 2013
Pour le Député-Maire,
Et par délégation
Le Premier Adjoint,
Bernard GIRAUD

CONVENTION DE RESERVATION DE TRESORERIE MULTI-INDEX

Entre les soussignés

- La COMMUNE DE ROYAN représentée par Monsieur Bernard GIRAUD agissant en qualité de Premier-Adjoint au Maire, habilité par la délibération n° 13.203, en date du 09/04/2013, ci-après désignée " l'Emprunteur ", d'une part,

et

- La Société Générale, Société Anonyme au capital de 976 447 673,75 EUR, dont le Siège Social est à PARIS, 29 Boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 122 RCS PARIS, représentée aux fins des présentes par Madame Céline MAZERON agissant en qualité de Responsable Gestion Clientèle Entreprises du Pôle Services Clients en vertu d'une procuration donnée le 02/04/2012 par Monsieur LE BUFFE Directeur du Pôle Services Clients de BORDEAUX de ladite société, ci-après désignée " la Banque ", d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet, montant et durée

La Banque consent à l'Emprunteur une ligne de trésorerie d'un montant maximal de 2 000 000,00 EUR (DEUX MILLIONS D'EUROS), d'une durée de 1 an à compter de la date de la signature de la présente convention par l'Emprunteur. Les ressources procurées par cette convention n'ont pas vocation à figurer au budget.

ARTICLE 2 : Durée de validité de l'offre et formation de la convention de réservation de Trésorerie

La présente offre transmise à l'Emprunteur par la Banque est valable jusqu'au 07/05/2013.

2.1 – Cette offre, déjà signée par la Banque et émise en trois exemplaires, après avoir été datée et signée par l'Emprunteur, est à retourner à la Banque au plus tard à la date mentionnée ci-dessus, accompagnée :

- de la délibération exécutoire de délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire et / ou au Premier-Adjoint au Maire,
- de la décision exécutoire du Maire et / ou du Premier-Adjoint au Maire de conclure la présente convention de réservation de trésorerie

Toutes les formalités ci-dessus accomplies, la présente offre formera contrat dès réception par la Banque.

2.2 - A défaut de réception par la Banque de l'offre et des documents visés à l'article 2.1, à la date susvisée, ladite offre sera caduque sauf accord préalable et exprès de la Banque pour proroger cette date.

2.3 En outre, l'Emprunteur s'engage dans le délai de recours contentieux à informer immédiatement la Banque de tout recours initié par l'organe de tutelle.

ARTICLE 3 : Modalités de mise à disposition des fonds

Le contrat ayant été préalablement rendu exécutoire, sur simple demande de l'Emprunteur, suivant modèle figurant en annexe 1, adressée par télécopie ou courrier avant 10 heures, faisant preuve des instructions à l'Agence de la Banque et dont copie sera également transmise au comptable public teneur de compte de l'Emprunteur, la Banque s'engage à mettre à la disposition de l'Emprunteur à réception de ladite demande tout ou partie du montant prévu à l'article 1.

Les fonds seront mis à disposition par la Banque par virement sur le compte de l'Emprunteur au Trésor Public.

Le montant des tirages est librement déterminé par l'Emprunteur sous réserve d'un montant minimum de 100 000,00 EUR et que la somme du tirage effectué et du capital déjà dû au titre des éventuels tirages antérieurs n'excède pas le montant maximal prévu à l'article 1.

ARTICLE 4 : Frais et Commissions

Frais de dossier

NEANT

Forfait de gestion

Un forfait de gestion d'un montant de 2 000 euros sera perçu par la Banque dans un délai de 1 mois à compter de la date de signature de la présente convention par l'Emprunteur.

Commission de confirmation

Une commission de confirmation calculée prorata temporis au taux de 0,30 % l'an sur le montant visé à l'article 1, sera perçue par la Banque trimestriellement d'avance. Le décompte de la commission de confirmation s'effectue sur la base d'une année de 360 jours.

Frais de virement

NEANT

ARTICLE 5 : Taux, exigibilité et décompte des intérêts

Lors de chaque tirage, l'Emprunteur précise l'option choisie. L'option de taux est irrévocable jusqu'à l'échéance de l'index.

- **Option 1** : tirages sur EURIBOR 1 semaine d'une durée préfixée de 7 jours, dans la limite de la durée de la convention mentionnée à l'article 1.
- **Option 2** : tirages sur EURIBOR 2 semaines d'une durée préfixée de 14 jours, dans la limite de la durée de la convention mentionnée à l'article 1.
- **Option 3** : tirages sur EURIBOR 3 semaines d'une durée préfixée de 21 jours, dans la limite de la durée de la convention mentionnée à l'article 1.
- **Option 4** : tirages sur EURIBOR 1 mois d'une durée préfixée de 1 mois, dans la limite de la durée de la convention mentionnée à l'article 1.

A l'échéance d'un tirage sur EURIBOR, si les fonds utilisés ne font pas l'objet d'un remboursement et sauf indication contraire de l'Emprunteur, les fonds utilisés sont également réputés porter intérêt sur la même période que l'EURIBOR précédemment choisi.

Le changement de périodicité sur EURIBOR s'effectue sans mouvement de fonds, sur simple demande de l'Emprunteur, dans le respect des dispositions de l'article 5.1.

5.1: tirages indexés sur l'EURIBOR

Les fonds portent intérêt sur la base, selon le cas, de l'EURIBOR 1 semaine, 2 semaines, 3 semaines ou 1 mois majoré de 1,90 %.

Les intérêts sont exigibles et payables à terme échu de chacun des tirages et décomptés compte tenu du nombre exact de jours entre la date du tirage et la date d'échéance, rapporté à 360 jours.

L'EURIBOR (Taux Interbancaire Offert en Euros) désigne la moyenne arithmétique des taux offerts par un panel de banques de référence pour des dépôts en Euros sur une période déterminée. Il est calculé sur la base d'une année de 360 jours par la FBE (Fédération Bancaire de l'Union Européenne) et est publié à 11 heures, heure de Bruxelles, sur la page 248 du serveur Telearate, deux jours ouvrés TARGET avant la date de départ de la période d'intérêt correspondante.

La Banque constatera le niveau de l'EURIBOR publié à J-2 jours ouvrés TARGET, J étant le premier jour de la période d'intérêts considérée. Un jour ouvré TARGET signifie un jour où le système de paiement TARGET est ouvert.

ARTICLE 6 : Remboursement(s) anticipé(s)

Le remboursement d'un tirage sur EURIBOR n'est possible qu'à l'échéance dudit EURIBOR.

ARTICLE 7 : Modalités de règlement des intérêts sur EURIBOR

L'Emprunteur règle toute somme due à son échéance. A cet effet, le lendemain ouvré du tirage, la Banque lui adresse un avis de recouvrement et un décompte.

Les intérêts doivent être reçus en compensation par la Banque, selon les modalités décrites à l'article 12, au plus tard à la date d'échéance du tirage.

ARTICLE 8 : Exigibilité et paiement du capital

Le remboursement du capital est exigible et payable suivant les modalités exposées à l'article 12 à l'issue de chaque tirage et à la date d'expiration de la convention résultant de l'article 1 du présent contrat.

ARTICLE 9 : Exigibilité anticipée

Si les intérêts échus sont impayés à l'une des dates prévues aux articles 5 et 7, le capital restant dû devient en totalité immédiatement exigible.

ARTICLE 10 : Intérêts de retard

Toute somme due au titre du contrat portera intérêts de plein droit à compter de sa date d'exigibilité normale ou anticipée (incluse) et jusqu'à sa date effective de paiement (exclue) au taux EONIA majoré de 4 %, cela sans qu'il soit besoin pour la Banque de procéder à une quelconque mise en demeure préalable.

Les intérêts sont décomptés compte tenu du nombre exact de jours courus d'utilisation rapporté à 360 jours.

La survenance d'un cas prévu à l'article 11 ne pourra nuire à l'exigibilité survenue et par suite valoir accord de délai de règlement.

Les intérêts de retard seront capitalisés, s'ils sont dus, pour une année entière, conformément à l'article 1154 du Code Civil.

L'EONIA (Euro OverNight Index Average), ou TEMPÉ (Taux Moyen Pondéré en Euros), désigne la moyenne arithmétique des taux constatés pour des opérations de prêts interbancaires consenties par un panel de banques de référence, cette moyenne étant pondérée par le volume respectif des transactions effectuées.

Ce taux est calculé, entre 18 heures 45 et 19 heures, par la Banque Centrale Européenne le même jour Ouvré TARGET que celui des opérations sur la base desquelles il est calculé et publié par la Fédération Bancaire Européenne sur la page 247 du serveur Télérat, ou celle qui s'y substituerait, à J+1 Ouvré TARGET.

Un jour ouvré TARGET signifie un jour où le système de paiement TARGET est ouvert.

TARGET (Trans-European Automated Real time Gross settlement Express Transfer) est le système européen de règlement brut en temps réel qui relie la Banque Centrale Européenne aux banques centrales nationales des Etats participants à l'Union Economique et Monétaire, via leurs systèmes nationaux de règlement brut en temps réel (Real Time Gross Settlement, ci-après dénommé " RTGS ") respectifs. Le système d'interconnexion TARGET est ouvert tous les jours de la semaine, samedi et dimanche exceptés, où au moins deux RTGS sont ouverts et connectés au système. Il est fermé les 1er janvier, Vendredi Saint, Lundi de Pâques, 25 et 26 décembre.

ARTICLE 11 : Survenance de circonstances nouvelles

En cas de survenance de l'un des événements suivants :

- disparition ou non-établissement pendant une période consécutive de cinq Jours Ouvrés TARGET de l'un des index mentionnés à l'article 6 "Taux exigibilité et décompte des intérêts" par, selon le cas, la BCE, la FBE, la Banque de France, ou tout tiers qui leur serait substitué,

- entrée en vigueur d'une nouvelle loi, d'une nouvelle réglementation, modification d'une loi ou d'un quelconque texte à caractère obligatoire ou modification de l'interprétation judiciaire ou administrative qui en est faite, dont il résulterait que l'un des termes du présent contrat est illicite ou que la rémunération de la Banque est réduite,

La Banque notifiera la survenance de l'un de ces événements à l'Emprunteur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La Banque et l'Emprunteur disposeront alors d'un délai de 30 jours calendaires à compter de cette notification pour négocier une solution mutuellement satisfaisante pour, selon le cas, substituer une nouvelle référence de taux à celle devenue indisponible, ou rendre licite les termes du présent contrat ou encore éviter que la rémunération de la Banque ne soit réduite.

Si à l'issue de cette période, aucune solution ne peut être trouvée, le présent contrat sera résilié de plein droit et les sommes dues par l'Emprunteur exigibles de plein droit.

ARTICLE 12 : Lieu de paiement - Domicile

Tous paiements en capital, intérêts et accessoires, à faire en vertu des présentes doivent être effectués par l'Emprunteur par virement à l'ordre de la Société Générale sur le compte interne N° 30003 01932 00060319509 86, Agence de ROYAN de la Société Générale sise 3 Front de Mer – 17200 ROYAN.

Pour l'exécution des présentes et pour leurs suites, domicile est élu par la Banque au POLE SERVICES CLIENT DE BORDEAUX, 13 rue Jean-Paul Alaux 33 072 BORDEAUX et pour l'Emprunteur en son adresse : COMMUNE DE ROYAN – MAIRIE – 80 Avenue de Pontailiac – 17200 ROYAN.

ARTICLE 13 - Taux effectif global

Le présent concours étant productif d'intérêts à taux variable et susceptible d'utilisations fluctuantes, il est impossible de calculer un taux effectif global valable pour toute la durée du crédit. Toutefois, la Banque informe l'Emprunteur, à titre d'exemple, que sur la base de l'utilisation du montant maximum de l'ouverture de crédit sur toute sa durée du crédit par tirages renouvelables d'une durée correspondant à l'index EURIBOR visé à l'article 5, aux conditions financières énoncées au présent contrat et sur la base du dernier niveau dudit index et publié le 30/04/2013 par la banque, le taux de la période et le taux effectif global, qui sont les taux annuels proportionnels aux taux de période, ressortent comme ci-dessous :

Index	Durée	Taux période (%)	TEG (% l'an)
EURIBOR	1 mois	0,2041%	2,45%

ARTICLE 14 : Informations destinées à la Banque

Pour permettre les opérations de mise à disposition des fonds, paiements des intérêts, remboursement du capital et gestion, l'Emprunteur communique ci-après à la Banque les informations suivantes:

- son numéro d'identification INSEE : 211 703 061 00013
- son numéro de télécopie : 05 46 39 56 57

Et, en ce qui concerne son poste comptable et la domiciliation de son compte :
Poste comptable :

- l'intitulé précis : TRESORERIE DE ROYAN
- le numéro codique (6 chiffres) : 017038
- l'adresse postale : 108 Boulevard De Lattre de Tassigny – 17200 ROYAN
- le numéro de télécopie : 05 46 05 53 57

Domiciliation bancaire (joindre un relevé d'identité bancaire) :

- Code banque : 30001
- Code guichet : 00691
- N° de compte : D1780000000
- Clé RIB : 97

ARTICLE 15 : Impôts et frais

15.1. Impôts

Le paiement de toute somme due par l'Emprunteur en vertu du présent contrat devra être effectué net de tout impôt, retenue à la source ou prélèvement de quelque nature que ce soit présent ou futur.

15.2. Frais

Tous les frais engagés par la Banque pour la mise en place du présent contrat et son exécution, notamment en cas de défaut de l'Emprunteur, seront à la charge de l'Emprunteur. Il en sera de même de tous les frais, honoraires engagés par la Banque, même non répétables, en vue du recouvrement des sommes dues par l'Emprunteur.

ARTICLE 16 : Absence de renonciation

Le non-exercice ou l'exercice tardif par la Banque de tout droit découlant du présent contrat, ne constituera pas une renonciation au droit en cause. De même, l'exercice partiel d'un tel droit ne fera pas obstacle à l'exercice ultérieur de droits non encore pleinement exercés. Les droits visés au présent article se cumulent avec tout droit qui pourrait découler de la Loi.

ARTICLE 17 : Droit applicable - Survenance de circonstances nouvelles.

Le droit français sera applicable au présent contrat et les tribunaux français seront compétents.

Fait en deux exemplaires,

A BORDEAUX
Pour la Société Générale

le

Coline MAZERON
Responsable Service Traitement
Gestion Entreprises
PSC DE BORDEAUX
Tél 05 56 38 65 85

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pôle Services
13 rue
33072 BORDEAUX

A **ROYAN**
Pour l'Emprunteur,
Nom et qualité du signataire
(cachet et signature)

le **06 mai 2013**



Prile Député-Maire
et par délégation
Le Premier Adjoint

Bernard GIRAUD